

DISCOURS DE JEAN-FRANÇOIS COPÉ

MEAUX

12 MARS 2016

INTRODUCTION

1. « Mes chers Amis »

Quelle joie de nous retrouver tous ensemble, si nombreux sous le soleil de Meaux.

Merci à chacune et chacun d'entre vous d'être venu aujourd'hui. Merci en particulier à mes amis élus, qui me font l'amitié d'être présents et de me soutenir. Je ne peux tous les citer, mais ils savent chacun la place particulière qu'ils ont dans mon cœur. Permettez-moi d'évoquer seulement mon amie Michèle Tabarot, dont la fidélité et la loyauté sont extraordinaires. Elle a accepté, à mes côtés, de diriger ma campagne, je veux l'en remercier devant vous.

J'ai annoncé il y a près d'un mois ma candidature à la primaire de la droite et du centre et j'ai évidemment choisi de donner le coup d'envoi de ma campagne ici à Meaux !

Meaux, là où tout a commencé et là où, aujourd'hui, tout commence à nouveau !

Meaux, où j'ai mesuré depuis 20 ans les attentes des Français, où j'ai tant échangé avec chacun de mes administrés et chacun d'entre vous. Meaux où, ensemble, nous avons fait changer les choses !

C'est la première raison de ma candidature. Parce que je n'aurais pas imaginé proposer quelque chose pour la France et les Français si je n'avais pas obtenu des **résultats** pour Meaux et les Meldois ! Et aujourd'hui, je rêve de faire pour la France ce que j'ai fait pour Meaux. Meaux, cette « petite France »...

La seconde raison de ma candidature trouve sa source dans ces vingt mois passés au milieu des Français, après ma démission de la présidence de l'UMP. J'ai entendu partout les mêmes phrases : « On ne vous croit plus vous les hommes politiques ! » « Pourquoi feriez-vous demain ce que vous n'avez pas fait lorsque vous étiez au gouvernement ? » « La France recule ! La France cède du terrain ! On ne peut plus continuer comme ça ! » « Quel avenir pour nos enfants ? »

En un mot, la France n'est plus dirigée.

J'en ai retiré une conviction.

Les Français font à juste raison un procès à leurs dirigeants politiques, un procès en absence de résultat. Et ce qu'ils attendent d'eux, c'est **le retour du commandement**.

C'est très exactement ce qui m'a fait penser que le temps était venu pour moi de porter à nouveau haut et fort la ligne d'une droite « décomplexée », une droite ni extrémiste ni excessive, mais une droite assumée, fière de ses valeurs et dont la main ne tremble pas lorsqu'il s'agit de prendre les décisions nécessaires pour la France.

La « droite décomplexée », en un mot, ce n'est pas la droite qui parle des Français mais la droite qui parle aux Français. Et c'est la droite qui ne reculera plus !

I. NOTRE PAYS VEUT ETRE GOUVERNE ! NOTRE PAYS A BESOIN D'ETRE COMMANDE !

C'est donc la deuxième raison de ma candidature.

Vous me connaissez, vous savez mieux que personne que je fais toujours ce à quoi je me suis engagé.

Et aujourd'hui devant vous je m'engage. Avec moi, la France sera gouvernée ! Avec moi, la France sera dirigée. Elle ne reculera plus ! Elle ne cédera plus de terrain !

Dans quelques instants, je vais vous dire pourquoi.

Mais avant, je veux vous dire pourquoi 2017 est **l'élection de la dernière chance ! Celle qui permettra le sursaut ou confirmera le déclin. Celle qui empêchera, ou pas, la France de passer à côté de son destin.**

2. La France va mal ... ou plutôt, elle va à la fois très mal et très bien !

- **Très bien parce que** c'est un des pays au monde où on se loge le mieux, où on se nourrit le mieux, où on éduque le mieux les enfants, où on se soigne le mieux, qui a parmi les meilleurs équipements de transports et de services publics au monde ... Et parce que c'est un pays où on innove. Savez-vous par exemple que c'est en France, avec l'entreprise Parrot, que nos ingénieurs créent parmi les meilleurs drones du monde ?

Et pourtant...

- **Très mal, parce qu'il y a de la désespérance, parce qu'il y a six millions de personnes inscrites à Pôle emploi, une croissance en berne, des déficits publics qui ne cessent de s'aggraver, une parole de moins en moins audible sur la scène internationale...** la France qui, depuis Louis XIV, avait pris l'habitude d'être à l'avant-garde du monde est devenue **une France qui recule !** Un exemple frappant : la France a toujours été un pays d'immigration, jamais d'émigration hors les cas de conflit ou de persécution. Or, pour la première fois depuis la révocation de l'édit de Nantes et l'exil de milliers de protestants, des centaines de milliers de Français, jeunes, créatifs, éduqués décident de construire leur avenir hors de France...

En résumé, nous vivons plutôt mieux que nos parents mais les menaces s'accumulent à notre porte et, surtout, nous pensons que nos enfants vivront moins bien que nous.

Et les Français s'enfoncent dans le pessimisme, ce que j'appelle le « malaise français », ce que d'autres ont qualifié de « malheur » ou de « suicide » français...

3. Alors les Français sont en colère !

Ils sont en colère les uns contre les autres, se pointant du doigt sans cesse et alternativement : les jeunes contre leurs aînés qui seraient privilégiés et les aînés contre les jeunes qui ne seraient pas à la hauteur ; ceux qui travaillent contre les chômeurs qui ne feraient rien et les chômeurs contre ceux qui travaillent qui leur voleraient leurs emplois et leur ôteraient le pain de la bouche ; les salariés du privé contre les fonctionnaires et les fonctionnaires contre les salariés du privé ; les syndicats contre le patronat et le patronat contre les syndicats ... La liste est sans fin et elle est l'illustration de ce malaise profond qui paralyse notre société.

Il faut le dire, une société, un pays ne peut se construire et progresser sur le rejet permanent de certains de ses membres. Au mieux, cela apporte un soulagement momentané ... mais cela divise durablement et empêche de faire mieux en se privant de talents.

Oui, les Français se divisent !

Parce qu'il n'y a pas de chef ! Pas de chef pour dire clairement et sans langue de bois : voilà la situation, voilà la vision que je vous propose pour la France, voilà les objectifs qu'il faut atteindre et voilà les décisions que je m'engage à prendre si vous me choisissez.

Et vous savez pourquoi ?

Parce que campagne après campagne, président de la République après président de la République, obsédés par le fait d'être élus à n'importe quel prix, les politiques font soit des promesses tous azimuts en sachant pertinemment qu'ils ne pourront pas les tenir, soit au contraire des propositions tellement vagues et démagogiques que chacun peut y trouver ce qu'il veut.

Ainsi, au lendemain de l'élection, une fois les lampions de la fête éteints, l'ambiguïté, le doute puis la contestation s'installent, conduisant inéluctablement à l'immobilisme.

La moindre chute dans les sondages, la moindre manifestation, la moindre grève et désormais, on le voit avec la loi El Khomri, la moindre pétition conduit les gouvernements successifs à reculer sans condition.

Résultat :

- les Français ne reconnaissent plus la France dont ils veulent être fiers mais qui cède du terrain ;
- ils ne se reconnaissent plus dans une France qui hésite et cède à la moindre revendication et ne prend plus de décision courageuse ;
- ils ne reconnaissent plus la France pionnière et généreuse dans laquelle ils sont nés, la France qu'on leur a vantée, alors que, systématiquement désormais, elle cède à la facilité

4. Et si la France a cédé, c'est parce que ses gouvernants ont reculé

- reculé pour ne pas avoir analysé ce nouveau monde dans lequel nous sommes entrés ;
- reculé pour ne pas avoir déterminé l'intérêt général et décidé ;
- reculé pour ne pas avoir fait ce à quoi ils s'étaient engagés mais surtout, reculé pour avoir promis ce qu'ils ne pouvaient pas tenir !

Et les gouvernants ont, eux aussi, trouvé leurs boucs émissaires : l'Europe, la mondialisation ...

Et entraînés par ce mouvement, les extrêmes ont surenchéri, dénonçant tour à tour l'euro, les immigrés...

Un seul mot : hypocrisie ! Belle hypocrisie que celle qui consiste à feindre l'indignation concernant des mesures que l'on a soi-même décidées, cautionnées, puis appliquées.

Prenons l'exemple du monde agricole ! Je me suis rendu au Salon de l'agriculture. Si vous saviez ce que nombre d'agriculteurs m'ont dit, loin des caméras. Ils ont vu défiler gouvernants d'aujourd'hui et d'hier. Ils ont surtout vu défiler ceux qui ont mis le monde agricole dans la situation qui est la sienne aujourd'hui ! Et ils ne sont pas dupes ! Ainsi, les quotas laitiers ! Les

fameux quotas laitiers morts le 1^{er} avril 2015 et dont chacun semble s'émouvoir qu'on les ait laissé mourir ... Chronique d'une disparition annoncée depuis près de vingt ans en fait et contre laquelle ceux-là mêmes qui l'ont accompagnée s'insurgent désormais comme si on la leur avait cachée. Alors que tout le monde sait que les vraies questions auxquels les gouvernements successifs n'ont jamais répondu, manière pour eux de reculer devant les pressions, ce sont les normes, les charges, la taille des exploitations et la diversité des modèles agricoles.

Hypocrisie encore lorsque, à les entendre tous, nous serions condamnés à vivre définitivement dans ce climat de malaise ! Condamnés à ne plus être la France dont nous sommes fiers, à ne plus être la France que nous aimons ! Puisque tout, désormais, nous serait imposé !

Troisième hypocrisie enfin. La pire ! Chacun dans les fonctions gouvernementales et exécutives qu'ils ont exercées, ils voulaient faire, mais ils n'ont pas pu ! Le *mea culpa* est devenu sport national ... mais promis, je regrette, et la prochaine fois, votez pour moi et je le ferai !!

La vérité c'est que, dans ces cas-là, on a tout simplement failli dans sa mission. **Que l'on a cédé ! Que l'on a renoncé !**

Alors, quoi de plus normal, les Français n'y croient plus et sont paniqués. Paniqués et paralysés ! Parce qu'ils ont la conviction que le pouvoir est impuissant devant la marée des menaces !

5. Comment en est-on arrivé là ? L'explication est hélas très simple.

Nos responsables politiques ont commis le péché capital : ils ont renoncé à faire entrer la France dans le 21^{ème} siècle !

Manque de vision et manque de courage !

Le 21^{ème} siècle s'est ouvert sur deux bouleversements majeurs : la chute du mur de Berlin et le développement du numérique.

La chute du mur de Berlin, c'est quelques kilomètres qui ont fait passer le monde d'un affrontement Est-Ouest finalement assez simple entre les méchants et les gentils à un monde dans lequel chaque continent vit ses propres chocs avec des résonances non maîtrisées sur notre continent européen (Proche Orient...).

Le numérique est devenu partie intégrante de notre vie quotidienne comme le fut autrefois la vapeur ou l'électricité. Notre rapport, par exemple, à la santé, au travail, à l'information est définitivement bouleversé par ces transformations.

Alors que tous les pays ont intégré ces bouleversements, nos gouvernements ont tergiversé, privilégié le déni de réalité et préféré la demi-mesure.

Et comme pour rajouter à la cacophonie, devant l'absence de réaction et le silence des politiques, **chacun s'est mis à avoir une idée et à la présenter comme s'il était en mesure de gouverner.** Le philosophe s'est mis à appeler à entrer en guerre ! Le chroniqueur s'est mis à expliquer comment le pays devait être gouverné !

Et les gouvernants, faute de décider, se sont mis à commenter ! Commenter les idées des uns et des autres. Commenter la situation de la France. **Oubliant que leur rôle n'est pas de commenter mais de déterminer ce qui est d'intérêt général et donc de décider !**

C'est d'autant plus paradoxal que le président de la République française est celui des chefs d'Etat et de gouvernement du monde démocratique qui a le plus de pouvoir. Plus que la

Chancelière allemande ou le Premier ministre britannique, plus même que le président des Etats-Unis... Et que l'on a tendance, à l'image de François Hollande, à s'en excuser en renonçant à l'exercer.

François Hollande, en quatre ans de mandat, est devenu l'anti-modèle de la Vème République. Un programme totalement déconnecté de la réalité d'aujourd'hui, fondé sur les idéologies du siècle précédent dont l'essentiel des mesures – de la taxe à 75 % pour les plus riches jusqu'à la suppression des peines planchers en passant par des augmentations massives d'impôts, de normes et de contraintes – a eu pour effet de paralyser le pays. La conséquence en est le record du taux de chômage enregistré en France depuis plus de 20 ans, une explosion de l'insécurité et une crise de l'autorité.

Ainsi, en faisant croire qu'il pouvait préserver le passé, il a assombri l'avenir ! En choisissant de nier les réalités de ce nouveau siècle, il a fait le choix du déclin !

Ne nous étonnons pas alors de voir les démagogues de tous poils et de toutes obédiences prospérer sur ce désastre.

La question du Salut de la France est donc clairement posée. C'est vrai, il ne faudra pas se tromper : 2017 marquera un choix décisif ! Et en cela, elle est l'élection de la dernière chance !

6. Alors que faire ?

Le déclin de la France est-il inéluctable comme, hélas, semblent le croire bon nombre de nos concitoyens ?

La réponse est non ! Et cette conviction, je la puise dans notre histoire. Nous avons connu des apothéoses et des crises. Des gloires et des humiliations. Des très hauts et des très bas... Mais toujours une constante : **la capacité de notre pays à se redresser quand chacun le croyait perdu.** C'est le « dimanche de Bouvines » où la France de Philippe Auguste, face aux souverains européens coalisés, remporte une éclatante victoire. C'est Jeanne d'Arc, qui, par sa seule foi en la patrie, redonne espoir au « petit roi de Bourges » désespéré. C'est Henri IV et Sully qui, après des décennies de guerre civile, jettent les bases du Grand Siècle français. C'est l'improbable succès de la nation en armes à Valmy. C'est le « miracle » de la Marne, ici même à Meaux, en septembre 1914 où la France trouva les ressources pour refuser une défaite qui semblait fatale. C'est le 18 juin 1940, où, sur les ondes de la BBC, la voix du Général de Gaulle s'est élevée. Seule face aux capitulards qui acceptaient la collaboration. C'est l'après-Guerre, où nos aînés ont reconstruit la France et l'ont projetée dans les Trente Glorieuses, quand tout était à terre. Le « sursaut français » est le fil rouge de notre histoire.

La question n'est donc pas « pouvons-nous le faire » ? Oui ! Evidemment !

Mais comment pouvons-nous le faire ?

Et la primaire offre justement aux Français l'opportunité de choisir la voie du Sursaut.

La question qui vous sera posée à la fin de l'année, c'est quelle droite pour enrayer le déclin ? Quelle droite pour mener au Sursaut de la France ?

A mes yeux, il y en a trois. Et c'est à vous qu'il appartiendra de choisir.

La droite qui recule ! Une droite qui hésite et pèse le pour et le contre. Une droite qui annonce des réformes puis cherche à concilier les points de vue. Une droite qui se montre obsédée par l'idée de séduire à n'importe quel prix ceux qui n'ont pas voté pour elle et qui finalement cède à la moindre contestation ! Une droite qui certes n'a pas le bilan calamiteux de la gauche de

Monsieur Hollande. Mais une droite qui, pour autant, n'est parvenue, faute de réforme structurelle, ni à faire baisser le chômage, ni à faire baisser le déficit, ni à empêcher des hausses d'impôts massives. Et qui, de ce fait, a perdu la présidentielle !

En face, il y a la droite « Trump » ! Une droite populiste et racoleuse qui, alors qu'elle en est le plus pur produit, voudrait faire croire que c'est en tirant à boulets rouges sur les élites, le « système », « l'establishment », qu'on réglerait tous nos problèmes ! Certes, il faut réduire le nombre d'élus –je le propose moi-même- mais cela ne peut tenir lieu de projet pour la France ! Une droite qui fait croire qu'elle en appelle « à la Révolution française » ! Rien que ça ...

Les Français ne demandent pas une révolution. Ils ont besoin de résultats !

Et c'est exactement le sens de la ligne politique que je porte sans relâche depuis des années. **Ma conception de la droite** : celle que j'ai appelée la « **droite décomplexée** ».

Une droite qui me semble infiniment plus nécessaire à la France que la droite qui recule ou la droite Trump !

Une droite qui, contrairement à ce qui a été dit à l'époque par mes concurrents, n'est pas une droite excessive, encore moins une droite extrémiste.

Une droite qui incarne une vision, un projet avec des mesures concrètes, détaillées et chiffrées, et une nouvelle méthode de gouvernement. Une droite plus ambitieuse sur l'obligation de résultat et plus humble sur l'annonce de mesures dont on sait très bien, au fond de nous-mêmes, qu'elles ne résoudront rien.

La « droite décomplexée », c'est une **droite assumée**, fière de son histoire et de ses valeurs. Une droite attachée aux valeurs fondatrices qu'elle a mises en œuvre depuis 1945 : **le triptyque liberté-ordre-progrès**.

D'abord un appel à la fierté d'être de droite, comme d'autres, et c'est tout aussi respectable, sont fiers d'être de gauche.

Ensuite l'idée qu'on doit assumer une vision sans tabou et sans langue de bois de la réalité telle qu'elle est.

Quelques exemples : la confusion et la profusion de dépenses publiques souvent mal réparties et rarement évaluées ; les innombrables carcans qui pèsent sur notre appareil de production ; l'omniprésence de l'idéologie égalitariste sur notre système fiscal ; les atteintes à la laïcité et les dérives intégristes ; notre incapacité à porter une politique d'immigration cohérente et assumée ; les carences majeures de notre système de protection sociale...

Et chaque fois, parce que l'on refuse de nommer les choses, que l'on parle par antiphrase ou allusion, on se met dans l'incapacité de proposer une analyse claire et courageuse. On saupoudre les constats pour chercher les applaudissements de son camp sans aller jusqu'à proposer les solutions qui fâchent...

J'en ai fait l'expérience lorsqu'il s'est agi d'interdire le port de la burqa. Il y avait un problème grave que j'ai découvert, ici à Meaux, lors d'une permanence de quartier. J'ai choisi de nommer les choses : l'égalité et la dignité des femmes étaient en cause ; notre « vivre ensemble » était menacé. J'ai dit « on ne recule plus » et j'ai trouvé une solution : une interdiction, par la loi,

de la dissimulation du visage dans l'espace public... Le tout sous les sarcasmes de dirigeants dont je suis aujourd'hui heureux de voir qu'ils s'attribuent la paternité du texte.

Mais on ne doit plus non plus s'interdire de positiver ce qui marche !

L'exemple patent est celui des réussites de l'intégration. Nous le savons ici à Meaux : c'est l'histoire de « Fantastik Armada », un groupe de quinze copains nés « dans les quartiers » à Meaux qui ont eu l'idée, il y a quinze ans, de créer une « école de danse » et de former les gosses. Rigueur, discipline, talent. Et le plus beau signe de réussite est venu lorsque des enfants du centre-ville s'y sont inscrits et ont adoré ! Je pense aussi à l'association « Métis », fondée par un professeur de littérature passionné, qui développe l'apprentissage du latin et du grec, donne des cours du soir et monte des pièces de théâtre avec des élèves issus notamment du quartier de Beauval. Là encore, c'est une formidable réussite au point qu'aujourd'hui certains des intervenants de l'association sont d'anciens élèves au parcours exemplaire.

Ils démontrent que ça peut marcher ! Il faut les encourager et surtout s'en inspirer.

Enfin, la « droite décomplexée » c'est le courage ! Le courage de prendre les décisions. Ne plus céder comme notre famille politique l'a fait si souvent sur des sujets essentiels comme l'éducation, les retraites, l'assurance maladie, les 35 heures, le code du travail ... ou cet impôt absurde et tabou qu'est l'ISF. Autant de réformes que les autres grands pays européens ont entreprises sans fléchir et sur lesquelles nous avons cédé !

En résumé, la « droite décomplexée », c'est une droite dont la main ne doit pas trembler lorsqu'il s'agit de prendre des décisions dans l'intérêt du pays, mais, dans le même temps, une droite humaine qui encourage et accompagne les gens, une droite qui s'assume et qui assume l'équilibre entre les droits et les devoirs. Une droite marchant sur ses deux jambes.

C'est la seule qui puisera dans le soutien du peuple français l'énergie de remettre la France en ordre de marche. Parce qu'elle ne reculera pas !

Notre système est ainsi fait que c'est au président de la République de décider ! Et que rien ne se fait s'il fait le choix de céder.

C'est très bien ainsi ! C'est la force de notre régime !

C'est la raison pour laquelle je suis candidat à cette primaire. Parce que ma conviction est que nous ne pouvons plus céder !

II. ALORS NE REULONS PLUS !

C'EST UNE VISION POUR LA FRANCE QUE NOUS DEVONS PORTER.

Il ne s'agit ni de « réinventer » la France, ni de « réenchanter » le rêve français. Les Français veulent du concret. Le coup de l'homme providentiel qui va tout régler par la seule magie d'un slogan est dépassé. Trop de promesses qui n'ont pas été tenues, trop d'attentes qui ont été déçues ! Les Français savent que le gouvernement d'un pays ne se résume pas à du marketing. Ils ne veulent plus de campagne électorale qui soit une campagne publicitaire ou une technique de vente. Plus question de promettre que, par sa seule élection, demain ne sera plus comme hier et que la France passera de la nuit à la lumière !

IL N'Y A QU'UNE VISION QUI S'IMPOSE, UNE SEULE : POUVOIR GARANTIR QUE DANS LES DIX ANS QUI VIENNENT NOS ENFANTS POURRONT VIVRE ET REUSSIR EN FRANCE.

C'EST DONC UNE FRANCE QUE NOUS DEVONS, POUR EUX, REMETTRE EN ORDRE DE MARCHE.

7. Remettre la France en ordre de marche, c'est lui rendre la maîtrise de son destin et ne plus céder sur sa souveraineté et son indépendance

Indépendance

- indépendance financière et économique : la véritable indépendance c'est de réduire notre dépendance vis-à-vis des banques et des fonds de pension en réduisant notre dette et, donc, nos dépenses publiques ;
- indépendance militaire : parce que la France doit être en mesure d'assurer sa propre sécurité quitte à faire, je l'assume, des économies dans d'autres domaines ;
- indépendance alimentaire : parce que, à force d'étrangler nos agriculteurs, nous en oublions que l'alimentation n'est pas un bien comme un autre – l'alimentation c'est la vie ;
- indépendance énergétique enfin, où sans minorer l'importance des énergies renouvelables je m'opposerai toujours avec la plus grande force à ceux qui veulent démanteler nos centrales nucléaires...

Et faire que la France reprenne sa place de leader en Europe !

8. Remettre la France en ordre de marche, c'est ne plus céder sur ce qui est son « cœur de métier ». Restaurer l'autorité de l'Etat !

Pour cela deux priorités :

- D'une part, redéfinir le périmètre de l'Etat

Que l'Etat se concentre sur les objectifs prioritaires et ne fasse que ce qu'il peut et sait faire. L'Etat n'a pas vocation à s'occuper de tout : trop de normes, trop d'intrusions dans ce qui relève de l'intimité, trop de contrôles.

Arrêtons donc d'emmerder les Français disait Pompidou ! Cessons de les dresser les uns contre les autres par des réformes sans intérêt ! Surtout lorsqu'il s'agit de masquer que l'on cède sur l'essentiel !

C'est la raison pour laquelle, d'emblée, je propose trois mesures simples et efficaces :

D'abord, la réorganisation complète du fonctionnement de nos administrations de contrôle (fiscale, sociale, inspection du travail) pour en faire des administrations de confiance et plus des administrations de méfiance.

Ensuite, la réduction drastique du volume des codes qui paralysent notre pays : code du travail, code de l'urbanisme, code de l'environnement. Ils doivent fixer un cadre sous forme de grands principes et cesser de chercher à prévoir tous les cas de figure et tous les cas particuliers...

Enfin, une réorganisation de l'activité législative : moins de projets de lois en débat et plus de temps passé à contrôler l'application des lois en vigueur ! Prenez le cas du budget : combien de temps perdu à débattre de points de détail au stade du projet alors que le vote sur l'exécution budgétaire a des allures de formalité...

- D'autre part, et c'est le point central du projet que je vous propose : faire que la France soit gouvernée !

Les Français nous le disent : le pays n'est plus tenu !

Et bien je m'engage à ce que désormais il le soit.

Pas par des incantations, pas par des promesses ou des annonces qui ne sont jamais suivies d'effet, mais par la réhabilitation de deux principes qui ont été foulés au pied :

Premier principe : on dit ce que l'on fera et, une fois élu, on fait ce que l'on a dit !

Pas besoin de référendum pour vérifier ce qui a déjà été décidé lors d'une élection, pas besoin de faire perdre du temps aux Français en leur demandant cent fois s'ils veulent que soient adoptées les réformes pour lesquelles ils ont élus leurs gouvernants !

Deuxième principe : quand une mesure doit être prise ou une réforme menée, on ne recule pas !

On ne cède pas aux pressions ou aux contestations, on ne cède pas même à la rue...

De Gaulle disait : « Le gouvernement n'a pas de propositions à faire mais des ordres à donner » ! Chirac : « Un chef, c'est fait pour cheffer ! ». **Message identique : les gouvernants doivent gouverner et c'est en ne décidant pas qu'ils trompent et désespèrent les Français !** C'est en cédant à quelques-uns alors qu'ils ont été élus par la majorité qu'ils trahissent ceux qui les ont élus pour décider.

Restaurer l'autorité de l'Etat, c'est commander, décider ! Faire que l'Etat soit gouverné !

9. Et gouverner, c'est mettre en œuvre une méthode de gouvernement ! Une méthode de gouvernement alliant efficacité, rapidité et responsabilité : le gouvernement par ordonnances !

C'est ce que de Gaulle a fait en 1958. C'est dans cet esprit qu'il a conçu les institutions de 1958.

Nous avons l'extraordinaire chance d'avoir une Constitution qui permet aux gouvernants de gouverner !!

Le quinquennat, c'est cinq ans pour changer les choses. Pas une minute à perdre ! Les décisions et réformes doivent être adoptées dès les premiers mois. Les ordonnances en sont l'instrument. Cela fait des années que je le dis et j'ai, à l'époque, été beaucoup critiqué. Je me réjouis de voir que certains de mes concurrents semblent se rallier à cette idée.

C'est la raison pour laquelle je veux conclure un véritable contrat avec les Français.

Un contrat avec le peuple au moment de l'élection, avec le Parlement lorsqu'il s'agira d'autoriser le gouvernement à adopter les ordonnances, puis, tout au long du quinquennat, pour l'évaluation des réformes par l'ensemble des Français et par tous ceux qu'ils auront délégués pour dialoguer avec les pouvoirs publics.

Et ainsi, le débat portera enfin sur l'essentiel : les résultats !

Et ne nous trompons pas, gouverner par ordonnances ce n'est pas gouverner dans l'urgence. C'est gouverner avec rapidité, efficacité et responsabilité. Gouverner en levant les obstacles pour ne plus avoir à céder !

10. Mais gouverner pour quoi faire ?

Aujourd'hui, tous les problèmes sont sur la table ! Le chômage, la dette, les déficits, une fiscalité écrasante, des normes dont nous sommes prisonniers...

Bilan des courses : on ne sait plus par quoi commencer.

Pourtant le plus grave aujourd'hui est le climat qui, peu à peu, s'est instauré : paniqués, paralysés, se pointant du doigt les uns les autres, les Français ne se parlent plus. Ils se laissent envahir par la peur.

Je l'ai compris à Meaux.

A travers une violence froide, l'échange de regards tendus, j'ai compris que des gens, habitant le même quartier, le même immeuble, parfois depuis des années, arrivaient à refuser de se parler, de s'écouter, de se connaître, uniquement parce qu'ils se sentaient étrangers les uns aux autres. Ils en étaient venus à avoir peur les uns des autres.

J'en ai retiré une conviction : **la priorité absolue pour la France est de rétablir un climat de sécurité.**

III. PARCE QUE METTRE FIN AU MALAISE FRANÇAIS, C'EST GARANTIR AUX FRANÇAIS QUE LEURS ENFANTS POURRONT VIVRE EN SECURITE !

ET « EN SECURITE » DANS TOUS LES SENS QUE PEUT AVOIR CE MOT !

11. C'est le cœur du pouvoir régalien, la première mission d'un Etat souverain. Celle qui justifie son existence !

Parce qu'assurer la sécurité – **la sécurité sous toutes ses formes** – c'est garantir que nous vivions bien ensemble. Sans peur et en bonne intelligence.

Otons-nous de l'idée que la sécurité est un frein à la liberté. C'est tout le contraire ! Assurer la sécurité, c'est créer les conditions de la vie en société. Garantir que chacun puisse, sans crainte et en toute sérénité, exercer sa liberté : la liberté d'innover, de prendre des risques, la liberté de travailler...

Et disons que la sécurité est un facteur de réduction des inégalités. Parce qu'elle protège chacun et permet, en luttant contre les fractures territoriale, générationnelle, éducative ou numérique, de sécuriser la France et les Français face aux mutations que le monde connaît.

Dit autrement, assurer la sécurité des Français est la clé qui permettra de faire entrer la France dans le 21^{ème} siècle ! Ce qui permettra que les Français n'aient plus peur pour leur avenir ! Et qu'ils n'aient plus peur pour l'avenir de leurs enfants !

Là est le rôle de l'Etat :

12. La sécurité, c'est d'abord la lutte contre les insécurités au sens premier du terme.

Arrêtons de nous mentir à nous même : la France est sous-sécurisée et donc vulnérable ! Il faut en tirer les conséquences et mener une politique structurée en la matière.

C'est la raison pour laquelle je propose un véritable « plan Marshall », une mobilisation générale, dont l'objet est de lutter contre toutes les formes d'insécurité, de la petite délinquance au terrorisme, et sur l'ensemble du territoire.

C'est ce que j'ai fait ici à Meaux : développement de la police municipale, des caméras de vidéo-protection, des rappels à la loi, tolérance zéro... En quelques années la délinquance a été divisée par deux dans notre ville et ce retour de la sécurité a tout changé !

Et cela suppose de raisonner à long terme et d'admettre une fois pour toutes qu'**assurer la sécurité des Français est une urgence à laquelle nous ne répondrons pas par l'état d'urgence permanent !**

Je le dis d'autant plus tranquillement que j'ai approuvé la décision du gouvernement au lendemain des attentats qui ont endeuillé la France en novembre 2015. Et j'ai aussi voté la prolongation de l'état d'urgence.

Mais, nous l'avons mesuré avec la plus grande brutalité : les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des Français sont insuffisants !

Bien sûr, la lutte contre le terrorisme appelle des décisions à la mesure de la menace et adaptées à cette nouvelle réalité. **Je propose par exemple la mise en place d'un parquet anti-terroriste dédié.**

Mais c'est l'ensemble de la chaîne de sécurité qui doit être repensée.

D'abord parce que les moyens déployés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ne doivent pas l'être au détriment de la lutte contre d'autres formes d'insécurité.

Ensuite parce que notre appareil sécuritaire a été affaibli entre 2007 et 2012 : 13 000 emplois de policiers et de gendarmes supprimés ! Une réduction de 13 % des budgets d'investissement et de fonctionnement. Nous avons accepté d'avoir moins d'hommes sur le terrain et de désinvestir massivement notre sécurité sans compter l'affaiblissement absurde de nos services de renseignements généraux.

Et parallèlement, aucun effort sérieux n'a été engagé au profit de la magistrature qui se paupérise, croule sous les affaires et ne permet plus à nos juges de travailler dans des conditions dignes de ce nom.

Enfin, il y a la situation tragique de notre système pénitentiaire. Il y a près de deux fois moins de places de prison en France qu'en Espagne ou au Royaume-Uni (1 place pour 1 141 habitants contre 1 pour 600 en Espagne ou 1 pour 660 au Royaume-Uni). Résultat : une surpopulation carcérale, des détenus parmi lesquels on peine à faire régner l'ordre faute de personnel pénitentiaire en nombre suffisant et des délais toujours plus longs pour l'exécution des peines...

Mes propositions ! Elles sont concrètes. Il s'agira de recruter 50 000 personnels durant le quinquennat sur la base d'un contrat à durée indéterminée : 15 000 policiers (soit une augmentation de 10 % des effectifs), 10 000 gendarmes (soit, là aussi, une augmentation de 10 %), 10 000 militaires (correspondant aux effectifs de l'opération Sentinelle), 5 000 policiers municipaux et, c'est essentiel, 5 000 magistrats (soit quasiment un doublement par rapport aux effectifs actuels de 8 500 magistrats).

Seront par ailleurs construites 20 000 places de prison et, par conséquent, créés 5 000 postes d'agents de l'administration pénitentiaire.

Pourquoi un contrat à durée indéterminée plutôt que des postes de fonctionnaires ? Tout simplement parce que l'Etat employeur ne peut plus garantir des embauches pour 60 ans (40 ans d'activité et 20 ans de retraite). **C'est la raison pour laquelle je considère que le temps est venu d'acter la fin de l'emploi à vie dans la fonction publique pour les nouveaux entrants.**

Cela permettra à un certain nombre de jeunes Français qui veulent s'engager au service de l'Etat ou des collectivités locales pour un temps donné de leur vie de le faire, notamment dans des secteurs régaliens, avant de poursuivre leur carrière dans le secteur privé. **Cette mesure a un coût : 5 milliards d'euros par an, durant le quinquennat, pour pourvoir les emplois et assurer les équipements nécessaires à ces nouveaux effectifs.**

Elle sera financée, avec des économies annuelles, pour moitié par une réduction des effectifs de 25 000 personnes dans d'autres ministères (jeunesse et sports, agriculture, culture, social, finances avec le prélèvement à la source) et, pour l'autre moitié, par des économies ciblées

(notamment, la suppression de l'AME ou la suppression des trois jours de carence dans la fonction publique).

13. Mais, la sécurité, c'est aussi assurer la paix civile, assurer que nous vivions pacifiquement en société, garantir le « vivre ensemble » !

Cela suppose que les choses soient claires et clairement dites. Rappeler les règles lorsqu'elles sont méconnues, savoir les faire évoluer lorsqu'elles sont périmées ou inadaptées et surtout veiller à leur application lorsqu'elles sont ignorées.

Quelques exemples : on ne peut plus tolérer qu'existent des zones de non droit en France et la lutte doit être menée sans relâche contre le communautarisme, sans parler évidemment des phénomènes de radicalisation quels qu'ils soient ; Au passage, il n'est pas acceptable que l'on renonce à l'application de lois de la République ... par exemple celle sur la burqa.

C'est aussi la douloureuse question de l'échec de notre politique d'immigration qui bafoue plus que tout la crédibilité des responsables politiques et l'autorité de l'Etat. Là encore, beaucoup d'annonces mais peu de résultats et, surtout, tant d'incohérence !

Notre politique en la matière doit être à la fois européenne et française. A l'échelle de l'Europe, il faut faire en sorte que l'Europe fasse enfin son boulot qui est de garder ses frontières extérieures. La France doit être à la manœuvre sur ce sujet.

D'abord, pour renforcer les moyens de cette politique en augmentant le budget de l'agence Frontex, notamment pour financer la création d'un corps de gardes-frontières européen et des centres européens d'accueil des réfugiés à Lampedusa et dans les îles grecques. Ensuite, la France doit être leader dans la négociation d'un « Schengen II » avec deux priorités : pouvoir suspendre la participation d'un Etat pendant un an, s'il n'assure pas correctement le contrôle de ses frontières extérieures et permettre la réintroduction temporaire pour une durée supérieure à 30 jours des contrôles aux frontières intérieures en cas d'afflux massif de clandestins. Enfin, nous devons prendre à bras le corps la situation dramatique de Calais et renégocier les accords franco-britanniques de 2003 qui n'ont rien résolu en imposant notamment le transfert de 50 % des demandeurs d'asile au Royaume-Uni qui instruirait leurs demandes et en exigeant le cofinancement par les Britanniques des vols d'éloignement des demandeurs qui ont été déboutés. **Cette nouvelle politique européenne serait le seul moyen de ne plus dépendre des Etats étrangers pour assurer le contrôle de nos propres frontières.** A cet égard, le chantage qu'exerce la Turquie face à l'Union européenne est inacceptable. Il n'est pas question d'échanger la gestion des migrants par la Turquie contre l'accélération des négociations pour son entrée dans l'Europe. **La Turquie est un partenaire clé, mais elle n'a pas vocation à intégrer l'Union Européenne !**

A l'échelle de la France, la question de l'immigration relève de notre seule décision.

Et trois mesures doivent être rapidement prises : d'abord, prévoir que le Parlement fixe une norme annuelle d'évolution de l'immigration légale en France, avec des chiffres par type d'immigration (familiale, économique, étudiante) ; ensuite, la suppression de toute prestation d'aide sociale, d'allocation familiale ou d'aide au logement pour les étrangers résidant depuis moins de cinq ans en France dès lors qu'ils ne cotisent pas ; enfin, la suppression de l'aide médicale d'Etat et son remplacement par une franchise pour les urgences médicales.

Ou encore, je vous en ai parlé, valoriser les réussites de l'intégration pour s'en inspirer.

Et puis il y a une idée à laquelle je tiens : rétablir un service national obligatoire de trois mois pour l'ensemble des jeunes au sortir du cycle d'enseignement obligatoire. La suppression du service militaire était, en 1996, justifiée : devenu profondément inégalitaire, il ne correspondait plus à rien dans l'esprit de la majorité des Français. Mais les temps ont changé.

Il n'est donc pas question de réactiver le service militaire que les plus de 40 ans ont connu. C'est un service national obligatoire de durée brève qu'il faut imaginer en en faisant le prolongement systématique et naturel de l'enseignement scolaire et secondaire. Un moyen privilégié de conforter le lien républicain tout en permettant de détecter alors qu'il en est encore temps les germes de radicalité. Je l'ai chiffré : 1,5 milliard d'euros gagés sur des économies budgétaires.

14. Et, évidemment, comment vouloir assurer la sécurité de nos enfants sans parler de l'éducation ?

Nous avons toutes les cartes en main pour proposer un projet éducatif adapté aux défis de notre époque. Mais, là encore, nous n'avons pas su changé d'époque !

Pour cela, je fais trois propositions.

D'abord, autonomie ! Parce que, je l'ai observé à Meaux, le climat comme les résultats de chaque établissement scolaire peuvent changer du tout au tout en fonction de la manière dont ils sont dirigés. Autonomie pour composer les équipes enseignantes : les professeurs ne sont pas tous formatés de la même manière. Autonomie pour tenir compte sans langue de bois de la réalité sociologique : en zone urbaine sensible, enseigner aux enfants ce n'est pas le même métier que dans un centre-ville ou dans un secteur plus rural.

Ensuite, le corollaire de l'autonomie, c'est le maintien d'examen nationaux qui garantissent aux enfants et à leurs parents que les objectifs fixés aux établissements scolaires sont atteints. Là où certains prônent la suppression du bac, je préconise au contraire son maintien, ainsi que la revalorisation du brevet. Concernant le bac, je propose de le recentrer sur l'évaluation des cinq ou six disciplines fondamentales de chaque filière, plutôt que de se noyer comme aujourd'hui dans un flot de matières facultative. Je maintiens aussi la proposition que j'ai faite, dès octobre 2010, d'un **examen préalable à l'entrée en 6ème** pour évaluer l'acquisition des fondamentaux : lire, écrire, compter. Il aurait lieu au début du CM2 afin de permettre de mobiliser les moyens pour les enfants qui ont plus de mal que les autres.

Enfin, l'autre mot clé pour réduire la fracture éducative : l'apprentissage ! Je propose notamment qu'à partir de 14 ans au sein d'un même collège, la possibilité soit donnée de suivre un enseignement général allégé (une seule langue vivante par exemple), des cours de rattrapage sur le socle de compétences fondamentales, le tout complété par des enseignements « professionnalisants » afin de préparer une meilleure orientation vers l'apprentissage de ceux à qui cette voie correspondrait le mieux.

C'est la sécurité et l'avenir de nos enfants qui sont en jeu ! Parce que la première des sécurités est de garantir qu'ils puissent avoir un travail demain !

15. La sécurité, enfin, c'est s'inscrire dans la stabilité juridique et fiscale. Tout changer au début pour ne plus changer après et assurer la stabilité et la visibilité dans le temps.

Et tout changer au début, c'est libérer les Français !

Les libérer d'une fiscalité oppressante : les impôts ont augmenté plus vite que les revenus et les Français se sont appauvris ! Je propose de réduire l'impôt sur le revenu de 5 milliards par an, de supprimer l'ISF qui coûte plus cher à la France qu'il ne lui rapporte. Je veux aussi rétablir l'universalité des allocations familiales, dont la mise en cause a été injuste pour les familles nombreuses.

Et surtout d'arrêter de changer les règles fiscales tous les ans, sauf si c'est au bénéfice du contribuable.

Libérer le travail :

- **par le référendum d'entreprise** qui permettrait de déroger aux dispositions du code du travail dès lors que les salariés y sont majoritairement favorables. C'est ainsi que nous solderons définitivement les 35 heures !

- **en baissant les charges** via la TVA anti-délocalisation comme je le propose depuis 2010. En baissant aussi le taux d'IS. Au total, ce serait 40 milliards d'euros rendu par an aux entreprises.

- **en permettant à chacun de disposer d'un numéro SIRET** dès 16 ans, à l'image du numéro de Sécurité sociale.

Des règles claires et simples !

Moins d'impôts, moins de charge !

Plus d'attractivité pour ceux qui veulent investir puisque plus de stabilité et de visibilité dans le temps !

L'ensemble de mes propositions est chiffré : 47 milliards d'économies réalisées par an contre 27 milliards de dépenses nouvelles, soit 20 milliards d'économies effectivement réalisées sur un an et 100 milliards sur la durée du quinquennat ! Ce qui nous permet de revenir dans la moyenne européenne.

16. CONCLUSION

MA VISION POUR LA FRANCE, VOUS L'AVEZ COMPRIS : GOUVERNER AVEC POUR PRIORITE DE RETABLIR LA SECURITE – LA SECURITE SOUS TOUTES SES FORMES – PERMETTRE A CHACUN DE NOS ENFANTS DE TROUVER SA PLACE DANS LA SOCIETE ET DE NE PLUS AVOIR PEUR DE L'AVENIR !

C'EST, EN UN MOT, UNE FRANCE DECOMPLEXEE.

D'abord une France qui accepte de parler de tout sans tabou et sans drame. Dont les élites ne simulent pas l'évanouissement au moindre mot maladroit ou déplacé de tel ou tel... Bien sûr, il ne s'agit pas de cautionner des dérives de fond qui doivent être combattues sans relâche. Mais nous devons pouvoir et savoir aborder tous les sujets !

Ensuite une France qui, ayant exprimé ses peurs sans tabou, met sur la table, avec la même lucidité, la liste des forces et des atouts qui vont lui permettre de les surmonter : l'intelligence, la créativité, le courage de ses hommes, de ses femmes, de ses entreprises ; la qualité de son organisation ; la solidité des valeurs démocratiques et humanistes qu'ont forgé 2 000 ans d'histoire autour d'une identité.

Enfin, une France qui remonte à cheval ! Une France qui, réconciliée avec le pragmatisme, sur la base d'un contrat connu de tous (la mise en œuvre du programme électoral qu'elle a majoritairement choisi), décide, agit, avance ! Une France qui, grâce aux décisions immédiates qui ont été prises, retrouve le goût d'être libre.

Une France qui ose, qui risque et qui renoue avec le goût de la victoire individuelle et du succès collectif. Une France qui retrouve l'esprit de conquête pour reprendre la belle formule de Jacques CHIRAC.

En résumé, une France qui ne recule plus et entre de plein pied dans ce nouveau siècle et ce nouveau monde avec la conviction que son avenir est devant elle !

C'est le « miracle » de la Marne en septembre 1914 où la France, au bord du gouffre, sut refuser la défaite. Le mot d'ordre de Joffre était clair : « On ne recule plus » ! Non seulement ils n'ont pas reculé, mais ils ont avancé.

Ils ont réalisé ce que personne ne croyait possible, au point de faire l'admiration du monde entier. Ce monument magnifique en témoigne : 4 millions d'Américains se sont cotisés pour ériger cette statue en hommage au sacrifice des soldats français car ils avaient perçu que la France, sur la Marne, ne combattait pas seulement pour elle-même, mais aussi pour défendre des valeurs universelles de liberté, d'égalité, de fraternité. Car, pour eux, ce monument devait être à la France ce que la statue de la liberté était à l'Amérique.

Et ne jamais reculer est d'ailleurs la raison plus intime de ma candidature. Certains disent : « quelle idée a-t-il d'être candidat ? » A-t-il vu ses sondages ? Son image ? La force de ma candidature, je la puise dans l'histoire de ma famille. Cette conviction qu'il existe toujours une petite lumière même lorsque tout semble perdu. Parce que cette lumière, il y a 70 ans, avait pris le visage d'une femme, Madame Léonlefranc. Une Juste. Qui, un jour, au péril de sa vie et ne cédant pas à la panique et à la peur, a ouvert sa porte à une famille qu'elle n'avait jamais vue, la famille Copé et lui a permis, par la seule force de son courage, d'échapper à une rafle. C'était à Aubusson en novembre 1943. Aubusson où je me rendrai au mois de mai, parce c'est ce qui fait que dans ma famille on aime passionnément la France !

Voilà qui vous permet, vous qui me connaissez si bien et à qui je dois tant, de comprendre le projet que je porte pour la France.

Ne reculons plus ! Jamais ! La France a été grande ! Il ne tient qu'à nous qu'elle le soit à nouveau demain ! Voilà, c'est dit, je suis prêt et j'ai besoin de vous ! Vive la République, vive la France !